

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 32.861/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 10 janvier 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale", a donné le 25 mars 2002 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 32.861/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 januari 2002 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest", heeft op 25 maart 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

Certaines dispositions du projet modifient l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'adapter ce statut aux nouveaux principes généraux fixés par l'arrêté royal du 22 décembre 2000.

Ainsi, l'article 1^{er} du projet insère dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, un nouvel alinéa rendant applicable aux agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale les articles 4 à 8 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux.

Ces dispositions ont trait aux droits et devoirs des agents de la fonction publique.

Selon l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité,

"Sans préjudice de ce qui est prescrit aux articles 4 à 8, le statut règle les droits, les devoirs, les incompatibilités ainsi que les conditions du cumul d'activités".

Le Rapport au Roi qui accompagne l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, souligne que les articles 4 à 8 consacrent de façon uniforme pour la fonction publique, certains droits et devoirs fondamentaux propres au statut des agents. Il s'agit de principes tels que l'exercice loyal, intègre et consciencieux de la fonction, le traitement non discriminatoire des usagers, l'adoption de comportements compatibles avec l'exercice de la fonction ne mettant pas en péril la confiance du public. Ces principes s'imposent donc à tous les agents de la fonction publique mais la mise en oeuvre de ceux-ci est laissée à l'appréciation des entités fédérées. Selon le Rapport au Roi,

"Les autorités concernées peuvent définir de manière plus précise, sous forme de règles de conduite ou de directives, les lignes de conduite que les agents doivent prendre en compte dans l'exercice de leur fonction."

.../...

De ce qui précède, il apparaît que les régions et les communautés sont invitées à insérer dans le statut de leurs agents des dispositions spécifiques ayant trait à leurs droits et devoirs tout en respectant les articles 4 à 8 de l'arrêté royal fixant les principes généraux.

La simple référence aux articles en question n'est donc pas la meilleure façon de transposer ces principes généraux dans la fonction publique de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le statut des agents du ministère devrait, conformément à l'article 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, comprendre un chapitre distinct consacré à cette problématique.

Ainsi que l'ont indiqué les délégués du ministre, une réflexion doit encore être menée sur ce point au sein du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, la volonté étant de répondre de manière plus précise aux exigences des principes généraux.

Article 4

Cette disposition modifie l'article 19, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999, précité, afin d'autoriser l'octroi d'une indemnité au lieu d'une allocation au profit du président effectif ou du président suppléant de la commission de recours.

Interrogés sur la portée de cette modification, les délégués du ministre ont expliqué qu'il s'agissait d'octroyer au profit de ce président une indemnité afin de couvrir des charges réelles auxquelles il a dû faire face tels que ses frais de transport.

Le Conseil d'Etat est cependant d'avis que cette personne devrait plutôt percevoir une allocation pour les prestations effectuées au sein de la commission de recours qui ne constituent pas des prestations normales pour ce magistrat, au sens de l'article 4 de l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères.

La modification en projet n'est donc pas justifiée. C'est au contraire le texte néerlandais qu'il faudra adapter, puisque ce texte parle de "vergoeding", bien qu'il vise "toelage" ("allocation" dans le texte français).

Article 5

Cette disposition du projet insère un article 25bis dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, qui détermine les conditions de nomination des agents. Le paragraphe 2 en projet énonce au 1°, parmi ces conditions, celle d'«être Belge lorsque les fonctions à exercer comportent une participation, directe ou indirecte, à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat et de la Région».

Cette condition est inspirée de la jurisprudence de la Cour de Justice de Luxembourg lorsque celle-ci examine la portée de la libre circulation des travailleurs de l'Union européenne.

Dans le Rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux, il est écrit que

"(...) les citoyens de l'Union européenne aient déjà aujourd'hui accès à la fonction publique découle de la primauté du droit européen, notamment du principe de la libre circulation des travailleurs, ainsi que de la jurisprudence de la Cour de Justice. Ce n'est que si l'emploi à exercer comporte une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et concerne des fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat, de la Communauté ou de la Région que, dans le contexte du traité de l'Union européenne, la condition de nationalité peut être maintenue.

En ce qui concerne les citoyens non européens, il est fait référence aux dispositions de l'actuel article 10, alinéa 2, de la Constitution. En vertu de cette disposition, seuls les Belges sont admissibles aux emplois civils et militaires, sauf les exceptions qui peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers."

Dans un avis 26.661/1/V, donné le 7 août 1997, sur une proposition de décret "houdende instelling van de Vlaamse ombudsdienst ⁽¹⁾", la section de législation a accepté que le mot "loi" visé à l'article 10, alinéa 2, de la Constitution soit également interprété dans le sens de "décret".

Il s'ensuit que les entités fédérées peuvent, dans des cas particuliers, déroger au principe constitutionnel consacré à l'article 10, précité, mais moyennant l'adoption d'une norme législative, soit un décret ou une ordonnance.

Il appartient à l'ordonnance de régler cette question dans le respect des principes constitutionnels. A cet égard, il est renvoyé à l'avis 33.174/4, donné ce jour, sur un avant-projet d'ordonnance "élargissant les conditions de nationalité pour l'accès aux emplois de la Fonction publique régionale".

L'article 25bis, § 2, 1°, en projet, doit en conséquence être omis de l'arrêté en projet.

Article 10

Cette disposition modifie l'article 29, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité. Toutefois, l'alinéa 2 de cette disposition fait toujours référence au secrétaire permanent au recrutement. Mieux vaut l'adapter sur ce point et faire désormais référence à l'administrateur délégué du Bureau de sélection de l'Administration fédérale, conformément à l'article 2 de la loi du 14 décembre 2000 modifiant la dénomination du Secrétariat permanent de recrutement.

Article 25

Cette disposition du projet remplace les articles 114 à 126 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, relatifs à la procédure d'évaluation des agents.

⁽¹⁾ Doc. parl. Vl. Parl., sess. 1996-1997, n° 720/2.

Article 115 en projet

a) Cette disposition précise que

"L'agent est évalué par un supérieur hiérarchique habilité dans le respect des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative."

Interrogés sur le sens exact de cette phrase, les délégués du ministre ont répondu que la volonté est que l'agent soit évalué par un supérieur hiérarchique appartenant soit au même rôle linguistique que l'agent évalué, soit relevant du cadre bilingue du ministère ou étant en possession d'un certificat attestant de sa connaissance de l'autre langue.

Eu égard aux exigences des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative dont notamment le chapitre V, section 1, rendu applicable aux services du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par l'article 32, § 1^{er}, de la loi ordinaire du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, il apparaît que l'agent du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale doit nécessairement être évalué dans sa langue, conformément aux articles 39, § 1^{er}, et 17, § 1^{er}, B, 1°, des lois coordonnées précitées.

Dans certains arrêts⁽²⁾, la section d'administration accepte qu'un agent puisse être évalué par un agent de l'autre rôle linguistique à la condition que cet agent évaluateur possède au moins une connaissance suffisante de la langue de l'agent évalué c'est-à-dire soit un agent du cadre bilingue qui, en vertu de l'article 43, § 3, alinéa 3, des mêmes lois, a fourni la preuve qu'il connaît suffisamment la seconde langue, soit un agent qui détient un certificat linguistique attestant de la connaissance suffisante de l'autre langue et qui a été délivré sur la base des articles 7, 11 et 12 de l'arrêté royal du 8 mars 2001 fixant les conditions de délivrance des certificats de connaissances linguistiques prévus à l'article 53 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

⁽²⁾ Voir en ce sens les arrêts n° 82.989 du 20 octobre 1999, n° 83.675 du 26 novembre 1999 et n° 85.333 du 16 février 2000.

La disposition en projet doit être explicitée en tenant compte de cet enseignement.

b) Selon l'alinéa 3 en projet,

"Aucun agent ne peut effectuer une évaluation sans avoir suivi au préalable une formation appropriée.".

Cette disposition n'apporte cependant aucune précision sur le contenu d'une telle formation et doit être complétée sur ce point.

Articles 117 et 118 en projet

L'article 117 en projet détermine la période au cours de laquelle l'agent est soumis à une évaluation. Selon cette disposition,

"La période d'évaluation de l'agent est celle qui s'étend entre le (ou les) entretien(s) de fonction et l'entretien d'évaluation.".

D'autre part, selon l'article 118 en projet, l'entretien de fonction aura notamment lieu "lors d'une nouvelle nomination ou affectation" mais, si pendant la période d'évaluation, l'agent ne fait pas l'objet d'une nouvelle nomination ou d'un changement d'affectation, il convient de spécifier le moment de l'entretien de fonction et de faire clairement apparaître que le premier entretien de fonction a lieu dès la première nomination de l'agent.

Les dispositions en projet gagneraient à être clarifiées sur ce point.

Article 118 en projet

L'alinéa 1^{er} en projet manque de clarté. Il n'est pas aisé de déterminer si le second alinéa en projet et plus particulièrement les termes "ceux-ci", concerne les objectifs à atteindre ou les éléments sur la base desquels l'agent sera évalué.

Il ressort des explications des délégués du ministre que les termes "ceux-ci" visent à la fois les objectifs que l'agent doit atteindre et les éléments de l'évaluation.

Le texte en projet gagnerait à être clarifié davantage sur ce point.

Article 26

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de cet article du projet, eu égard au fait que les alinéas 2 et 3 de l'article 130 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, précisent quelles sont les autorités compétentes pour connaître des recours des mandataires en matière d'évaluation.

L'article doit en conséquence être omis.

Article 27

Cette disposition du projet remplace les articles 132 à 135 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, relatifs à la procédure de recours en matière d'évaluation.

Article 135 en projet

Cette disposition précise que la commission de recours dispose d'une "compétence de décision". Cela signifie-t-il que la commission de recours peut elle-même attribuer une nouvelle évaluation à l'agent si elle reconnaît le bien-fondé de son recours ?

Selon les délégués du ministre, cette compétence de décision implique que la commission de recours pourra effectivement attribuer une nouvelle évaluation sauf ce qui est prévu à l'article 137 en projet.

La disposition en projet devrait indiquer clairement que la commission de recours, saisie d'un recours contestant la mention "avec réserve", peut, si elle estime le recours fondé, remplacer cette mention "avec réserve" par une mention "satisfaisant".

Par ailleurs, ne conviendrait-il pas de prévoir que l'agent sera entendu par la commission non seulement lorsqu'il le demande mais aussi lorsque la commission l'estime nécessaire ?

Article 28

L'article 137 en projet de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, concerne la déclaration d'inaptitude professionnelle lorsque l'agent reçoit pour la seconde fois la mention «insuffisant».

La disposition en projet n'indique cependant pas qui, en premier lieu, est habilité à déclarer l'agent inapte professionnellement, compétence, qui, dans le texte actuel de l'article 137, appartient au Gouvernement.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition en projet doit être explicite sur ce point.

Article 29

Cette disposition du projet remplace les articles 138 à 148 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, relatifs à la mobilité interne.

Article 142 en projet

La disposition n'indique pas clairement quels sont les éléments d'information qui devront apparaître dans les demandes de mutation introduites par les agents. Ces renseignements semblent ressortir du formulaire que le service chargé de la gestion des ressources humaines mettra à la disposition des candidats, en vertu de l'article 143 en projet.

La disposition en projet doit cependant déterminer elle-même les éléments essentiels de ce formulaire afin d'éviter tout risque d'arbitraire dans l'examen des candidatures à une mutation volontaire.

Article 143 en projet

L'alinéa 6 en projet fait référence à "un délai de préavis de trois mois" avant le départ effectif de l'agent qui a obtenu une mutation.

La notion juridique de délai de préavis n'est pas appropriée en l'espèce, s'agissant d'une relation statutaire. Mieux vaut écrire qu'il s'agit d'un délai d'attente.

Article 145 en projet

Cette disposition organise la mutation volontaire par l'appel interne. Le service chargé de la gestion des ressources humaines lance un appel aux candidats pour les emplois repris dans la banque de données par une note de service qui doit notamment indiquer "dans quel délai l'agent peut faire connaître son intérêt pour l'emploi". Quant à l'article 146 en projet, il dispose que les candidatures doivent être introduites auprès du service chargé de la gestion des ressources humaines, ce qui implique que les agents qui ont déjà introduit auprès de ce même service une demande de mutation volontaire ne sont pas d'office pris en considération dans le cadre de cet appel. Le Conseil d'Etat n'aperçoit dès lors pas l'utilité de la banque de données à cet égard.

Il ressort des explications des délégués du ministre que la volonté est de prendre d'abord en considération les demandes de mutation volontaire et, à défaut de candidatures répondant aux exigences de l'emploi à conférer, de procéder à un appel interne.

Les dispositions en projet ne font pas clairement ressortir cet ordre de priorité. Au contraire, la division en chapitres laisse sous-entendre qu'il s'agit de procédures bien distinctes. Mieux vaut dès lors ne pas opérer cette division en chapitres et faire le lien entre l'article 143 en projet et l'article 145 en projet.

Article 148 en projet

Selon cette disposition, le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint peut décider de muter un agent d'office lorsque celui-ci ne dispose plus des qualifications requises pour occuper son emploi.

Dès lors que sur la base de l'article 147 en projet, l'agent sera préalablement consulté avant une mutation d'office, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison il ne le serait pas lorsque la mutation intervient sur la base de l'article 148 en projet.

Il ne faudrait pas que l'article 148 en projet fournisse l'occasion à l'autorité de prendre une mesure disciplinaire déguisée.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, l'article 148 en projet doit être revu afin de permettre à l'agent d'être entendu.

Article 44

La modification apportée à l'article 300 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, étant similaire à celle apportée à l'article 19, alinéa 3, du même arrêté, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 4 du projet.

Article 48

Cette disposition insère un article 319bis dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, qui concerne le recrutement de personnes handicapées au sein du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans un avis 30.876/2, donné le 6 décembre 2000, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française "relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française", la section de législation a considéré que bien que la Communauté française ne soit plus compétente pour régir la politique des personnes

.../...

handicapées visée à l'article 5, § 1^{er}, II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, suite à la mise en oeuvre de l'article 138 de la Constitution par les décrets de transfert, cela ne la privait pas du pouvoir "d'assurer la gestion du personnel de son administration ainsi que celle du personnel des organismes d'intérêt public relevant de sa compétence" sur la base des articles 9 et 87, § 2 de la loi spéciale du 8 août 1980, précitée.

Cet avis a clairement affirmé la compétence d'une entité fédérée de déterminer les conditions d'accès à sa fonction publique et donc de fixer le nombre d'emplois qui devront être occupés par des personnes handicapées.

Toutefois, cette compétence ainsi reconnue ne peut avoir pour effet d'autoriser la Région de Bruxelles-Capitale à prendre des dispositions qui auraient une incidence disproportionnée sur les politiques menées par les autorités compétentes dans le cadre du soutien apporté aux personnes handicapées.

Ainsi le paragraphe 8 en projet dispose que

"Le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint peut organiser, en collaboration avec les organismes de reconnaissance visés au § 2, l'accueil, la formation et l'intégration professionnelle des personnes handicapées.

Le cas échéant, un des organismes de reconnaissance visés au § 2, propose des mesures afin de permettre l'adaptation du poste de travail."

Ce dernier alinéa en projet peut être interprété comme interférant avec les compétences des organismes de reconnaissance visés au paragraphe 2 en projet, réglées par les normes des différentes autorités compétentes en matière de politique des personnes handicapées. Mieux vaut dès lors l'omettre du texte en projet.

Article 52

Cette disposition insère dans le statut un chapitre III consacré à "la rémunération garantie, (à) l'allocation de foyer ou de résidence, (au) pécule de vacances et (à) l'allocation de fin d'année".

Article 334bis en projet

a) Cette disposition s'insère dans une section 2 intitulée "De la rémunération garantie".

Selon, l'article 334bis en projet, la rémunération garantie est composée du traitement augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence.

En vertu de l'article 29, 1°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, l'agent a au moins droit à une rétribution annuelle conformément à l'arrêté royal du 29 juin 1973 accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères.

Les principes généraux font donc référence au concept de rétribution garantie. Il serait dès lors préférable de s'en tenir à ce concept afin d'éviter des divergences d'interprétation dans le futur même si l'arrêté en projet donne au concept de "rémunération" un sens identique à celui de rétribution.

b) Les montants visés au paragraphe 2 en projet, sont inférieurs à ceux consacrés par l'article 3 de l'arrêté royal du 29 juin 1973, précité, tels qu'ils ont été convertis en euros par l'arrêté royal du 20 juillet 2000 ⁽³⁾. Or, selon l'article 29, 1°, de l'arrêté royal fixant les principes généraux, cette rétribution garantie ne peut être inférieure à celle prévue par les dispositions de l'arrêté royal du 29 juin 1973, précité.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, les montants doivent être corrigés en ce sens.

⁽³⁾ Le premier montant est de 12.125,44 euros et le second montant est de 12.354,55 euros.

Article 334ter en projet

Cette disposition est consacrée à l'allocation de foyer ou de résidence.

a) Au 1^{er} en projet, il est question d'"agents qui cohabitent"; au 2^e en projet, il est cette fois question d'un agent qui cohabite "avec un agent de l'autre sexe". La cohabitation légale est organisée aux articles 1475 et suivants du Code civil et n'implique pas que les deux personnes soient de sexe différent.

Les mots "avec un agent de l'autre sexe" doivent être omis.

b) Le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison pour laquelle le paragraphe 2 en projet ne fait plus référence aux "cohabitants". Comme en ont convenus les délégués du ministre, cette référence aux cohabitants doit également y être faite.

Le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet n'est pas clair lorsqu'il utilise l'expression "membres du personnel d'un service public". S'agit-il d'un service public relevant du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ou d'un service public quelconque ?

Dans l'hypothèse où cette notion doit s'entendre dans un sens large, il risque d'y avoir une incompatibilité entre les réglementations concernées. Tel est notamment le cas de l'article 2bis de l'arrêté royal du 26 novembre 1997 remplaçant, pour le personnel de certains services publics, l'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères qui ne se concilie pas avec le paragraphe 2 en projet.

Les délégués du ministre ont expliqué que leur intention est de viser n'importe quel service public et n'ont pas aperçu cette difficulté.

La disposition en projet doit être revue en conséquence.

c) Le paragraphe 5 en projet détermine le montant des allocations de foyer et de résidence en fonction de l'importance du traitement de l'agent. La rédaction des 1° et 2° en projet peut être problématique pour un agent dont le traitement s'élève à 15.940,43 euros. En effet, aura-t-il droit par exemple à une allocation de foyer de 719,89 euros ou à une allocation de foyer de 359,95 euros ?

Comme en ont convenu les délégués du ministre, le 2° en projet doit spécifier qu'il s'agit d'un traitement excédant 15.940,43 euros sans toutefois dépasser un montant de 18.147,79 euros ⁽⁴⁾.

Article 334quater en projet

Cette disposition concerne l'octroi d'un pécule de vacances qui, en vertu de l'article 29, 2°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, doit avoir lieu conformément à l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume.

a) Le paragraphe 1^{er}, 2°, en projet, donne une définition de la "rémunération" qui correspond à celle du "traitement annuel" qui est consacrée à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 janvier 1979, précité.

Dans un souci de sécurité juridique et afin d'éviter dans le futur des divergences d'interprétation, il serait souhaitable que la disposition en projet s'en tienne à la terminologie de l'arrêté royal précité.

b) Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'article 10 de l'arrêté royal du 30 janvier 1979, précité, n'est pas transposé dans le statut pécuniaire.

⁽⁴⁾ Voir en ce sens la rédaction de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 novembre 1997, précité.

Article 334quinquies en projet

Cette disposition est relative à l'octroi d'une allocation de fin d'année dont le montant, conformément à l'article 29, 3°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000, précité, ne pourra jamais être inférieur à celui fixé par l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor.

a) Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'article 4bis de l'arrêté royal du 23 octobre 1979, précité, n'est pas transposé dans le statut pécuniaire des agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

b) Le paragraphe 7, 1°, en projet détermine le calcul du montant de l'allocation de fin d'année pour sa partie forfaitaire. Toutefois, pour l'année 2001, aucun montant n'est indiqué dans le texte en projet.

La disposition en projet doit être complétée.

Article 58

Cette disposition du projet insère un article 353bis dans l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, en vue de l'octroi d'une allocation forfaitaire "aux comptables ou à leur suppléant".

La question qui se pose est de savoir si cette allocation forfaitaire est également due aux comptables visés à l'article 353 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, c'est-à-dire le comptable centralisateur et le comptable du contentieux et des fonds en souffrance.

Il ressort des explications des délégués du ministre que les comptables visés à l'article 353 précité, sont exclus du bénéfice de cette allocation forfaitaire.

Mieux vaut le préciser clairement.

.../...

Article 60

Cette disposition du projet insère dans le livre II, titre II de l'arrêté du 6 mai 1999, précité, de nouveaux chapitres dont un consacré à la "prime de mandat" (chapitre VIII en projet).

Article 358ter en projet

Selon le paragraphe 1^{er} en projet, les titulaires d'un mandat perçoivent une prime qui varie en fonction du rang de l'agent. Suivant le paragraphe 2, alinéa 2, en projet, cette prime peut être doublée pour l'ensemble des détenteurs d'un mandat par le Gouvernement lorsqu'il estime que les objectifs d'une année civile ont été atteints. C'est le conseil de direction qui est chargé de faire rapport au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministre compétent et de lui indiquer dans quelle mesure les objectifs ainsi fixés ont été atteints et suivant quelle manière.

L'octroi de cet avantage est donc collectif.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur l'adéquation d'un tel mécanisme avec les autres dispositions du statut relatives aux mandats.

Ainsi, le mandat est attribué en fonction des capacités personnelles du candidat; le titulaire du mandat est évalué sur une base personnelle.

Quelle sera l'incidence d'une première évaluation négative d'un mandataire sur ce mécanisme de prime ?

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison le Conseil supérieur de la fonction publique régionale ne pourrait pas procéder à cette "évaluation intermédiaire" plutôt que le conseil de direction, alors que ce conseil supérieur intervient dans le processus d'octroi des mandats (article 88ter de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité) ainsi que dans la procédure d'évaluation des détenteurs de mandat (articles 127 à 129 du même arrêté). N'y a-t-il pas un risque en effet que l'évaluation du conseil de direction soit démentie par les évaluations individuelles menées par le Conseil supérieur de la fonction publique régionale ?

Article 358quater en projet

Cet article s'insère dans un chapitre IX et non VIII comme le prévoit le projet.

Il s'agit d'accorder aux agents des rangs A4 à A7, titulaires "d'un diplôme d'ingénieur civil, agronome ou chimiste et des industries agricoles" ainsi qu'aux agents titulaires des "grades d'ingénieur, de premier ingénieur, d'ingénieur directeur", une prime dont le montant annuel forfaitaire est de 3.500 euros.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier objectivement au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, l'octroi de cette prime à une catégorie précise d'agents.

Article 358quinquies en projet

a) Cette disposition consacre les "primes de projet" qui sont octroyées aux agents "chargés de la réalisation de projets qui présentent un caractère exceptionnel". Ainsi que l'ont expliqué les délégués du ministre, cette disposition s'inspire dans une certaine mesure de l'arrêté royal du 19 octobre 1999 accordant une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics, qui n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation.

La disposition en projet présente cependant certaines lacunes. Elle n'indique pas en quoi un projet peut être qualifié d'exceptionnel. Le paragraphe 2, alinéa 2, en projet, spécifie uniquement que le dossier préparé par le secrétaire général ou le secrétaire général adjoint doit indiquer "le caractère exceptionnel du projet".

Afin d'éviter des interprétations divergentes à ce propos, il conviendrait que l'auteur du projet soit plus explicite sur cette condition.

b) Le paragraphe 2, alinéa 3, en projet, dispose que

"Le ministre désigne les chefs et les assistants des projets. Il peut mettre fin à un projet à tout moment ou à la participation à celui-ci d'un chef ou d'un assistant de projet. Il peut également pourvoir au remplacement de l'un d'eux."

Cette disposition n'apporte aucune précision sur la manière dont les agents seront sélectionnés pour participer à la réalisation du projet, ce qui laisse une place à l'arbitraire.

De même que cette disposition n'indique pas les raisons qui justifieraient qu'un agent soit écarté de la participation d'un projet en cours.

c) Le paragraphe 3 en projet, détermine le montant de la prime de projet pour les chefs de projet et les assistants de projet.

Pour ce qui concerne les chefs de projet, le montant de la prime peut être de 3.500 ou 5.500 euros, le ministre étant habilité à déterminer ce montant en fonction de l'importance du projet

Ne conviendrait-il pas de prendre en considération la durée du projet et le volume des prestations demandées au chef de projet plutôt que de se fonder sur un critère vague comme celui de "l'importance du projet" ?

Cette disposition peut être à l'origine de litiges si elle n'est pas davantage circonscrite et objectivée.

Article 358sexies en projet

a) Cette disposition est relative à "la prime d'excellence" qui est octroyée annuellement "aux agents qui font la preuve d'une grande motivation dans leur travail et qui accomplissent leurs prestations de manière la plus efficiente".

Selon le paragraphe 2 en projet,

"Sur proposition motivée des directeurs-chefs de service ou à défaut, des directeurs généraux, le conseil de direction désigne les agents qui peuvent bénéficier de la prime d'excellence.

Pour l'octroi de cette prime, le conseil de direction prend en considération les prestations de l'année écoulée des agents et il motive sa décision."

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée de cette disposition par rapport au système d'évaluation que l'arrêté en projet modifie.

Ainsi, sur la base de l'article 118 en projet, l'agent est désormais évalué à partir de la description de fonction et des objectifs à atteindre qui résultent de l'entretien de fonction ainsi que des éléments de l'évaluation qui sont la qualité du travail, le rythme de travail, les méthodes de travail à appliquer et les attitudes de travail à adopter.

Dès lors, compte tenu de ces éléments et objectifs, le Conseil d'Etat se demande dans quelle mesure un agent qui a obtenu la mention "satisfaisant" lors de son évaluation, n'est pas, par définition, un agent qui fait preuve d'une grande motivation dans son travail et qui accomplit ses prestations de manière très efficiente.

Interrogés sur ce point, les délégués du ministre ont expliqué que si l'évaluation entrera nécessairement en ligne de compte pour l'octroi de cette prime d'excellence, elle n'est cependant pas le seul élément à prendre en considération. L'octroi de cette prime, selon eux, ne doit pas être considéré comme une évaluation supplémentaire. Il appartiendra au conseil de direction d'apprécier au cas par cas les mérites des agents et d'établir sa jurisprudence.

Ces explications ne convainquent pas. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment l'octroi de cette prime peut être dissocié d'un processus d'évaluation proprement dit étant donné que la prime est attribuée aux agents les plus motivés et les plus efficaces dans leur travail.

Il s'agit en réalité d'une "évaluation déguisée", ne reposant sur aucun critère objectif, laissant une part importante au pouvoir d'appréciation personnel des directeurs-chefs de service ou des directeurs généraux. Il conviendrait, à tout le moins, que ce pouvoir d'appréciation soit encadré par une grille d'évaluation permettant de mesurer les performances des agents.

b) Quant au paragraphe 3, alinéa 3, en projet, il dispose que "Le conseil de direction fixe le pourcentage de la prime à attribuer aux agents en fonction de leurs mérites". Pareille disposition est également très imprécise et peut donner lieu à des décisions arbitraires.

Le système ainsi mis en place donne au conseil de direction le pouvoir de sélectionner parmi les agents du ministère, ceux d'entre-eux qui sont "les plus performants" et, parmi ces derniers, de récompenser plus substantiellement "les meilleurs".

Un tel système devrait reposer sur des critères avant tout objectifs afin de rencontrer les exigences des articles 10 et 11 de la Constitution.

Cette disposition en projet doit être repensée fondamentalement.

Article 61

L'article 371 en projet, est relatif à l'indemnité kilométrique. L'alinéa 2 en projet, précise que le montant de celle-ci peut être revu par le ministre.

Interrogés sur les raisons de cette révision du montant, les délégués du ministre ont expliqué qu'il s'agit de revoir le montant de cette indemnité kilométrique en fonction du changement des paramètres qui entrent en ligne de compte pour son calcul.

Le Conseil d'Etat constate cependant que ces paramètres ne sont pas définis dans la disposition en projet.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, il conviendrait soit d'introduire ces paramètres dans l'arrêté en projet, soit de faire référence à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours ainsi qu'aux arrêtés royaux qui le modifieraient si la volonté est de rendre applicables aux agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositions fédérales actuelles et futures.

Article 64

a) A l'article 394, § 1^{er}, en projet, il y a lieu de spécifier qu'il s'agit de l'allocation pour frais funéraire prévue à l'article 61 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

b) Le paragraphe 2 en projet, prévoit l'octroi de cette indemnité pour frais funéraire au conjoint non divorcé, ni séparé de corps ou, à défaut, aux héritiers en ligne directe de l'agent décédé.

D'autres dispositions du statut pécuniaire comme l'article 334ter en projet prennent également en considération le cohabitant de l'agent.

Interrogés sur ce point, les délégués du ministre ont expliqué qu'il s'agit d'un oubli et que la disposition en projet sera complétée sur ce point.

Article 72

Dans la mesure où cette disposition a trait au régime des primes de projet et d'excellence, il est fait référence aux observations formulées sous les articles 358quinquies en projet et 358sexies en projet.

Article 73

L'arrêté en projet devrait, selon cette disposition du projet, produire ses effets le 1^{er} janvier 2002. En règle générale, l'effet rétroactif des textes réglementaires doit être évité sauf si cet effet rétroactif est de nature à préserver la sécurité juridique et les droits des agents.

Dans la mesure où cet effet rétroactif pourrait avoir une incidence sur des procédures en cours comme, par exemple, un recours en matière d'évaluation, il conviendrait que l'auteur du projet s'interroge sur la pertinence de cette rétroactivité pour chacune des dispositions du projet.

OBSERVATIONS FINALES DE LEGISTIQUE

Observations générales

1. Les phrases liminaires ou les premières parties des articles modifiant doivent indiquer la disposition modifiée ainsi que les modifications déjà subies et encore en vigueur de cette disposition.

1° Ainsi par exemple ⁽⁵⁾, à l'article 1^{er} du projet, il n'y a pas lieu de mentionner les modifications subies par l'arrêté du 6 mai 1999, vu que l'article 2 de cet arrêté qui fait l'objet de la disposition du projet n'a jamais été modifié.

2° A l'article 4 du projet, le début de la disposition sera rédigée de la manière suivante :

"Art. 4. A l'article 19, alinéa 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté du 26 octobre 2000, le mot (la suite comme au projet)".

⁽⁵⁾ Les auteurs du texte en projet trouveront d'autres exemples dans : Conseil d'Etat, Circulaire de légistique formelle - recommandations et formules, novembre 2001, <http://www.raadvst-consetat.be>, pp. 64 et s. (formules F62 à F85).

3° La phrase liminaire de l'article 12 du projet sera rédigé comme suit :

"Art. 12. A l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 26 octobre 2000, sont apportées les modifications suivantes;"

4° L'article 17 du projet débutera comme suit :

"Art. 17. Dans l'article 64 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du 26 octobre 2000, les mots (la suite comme au projet)".

Les auteurs de l'arrêté en projet veilleront à apporter les modifications qui s'imposent en conséquence.

2. Il convient d'écrire "euros" en toutes lettres, à la place d'"EUR".

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 2, les mots "et 19 juillet 2001" doivent être omis.

2. Comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a déjà fait observer dans l'avis 30.491/4, donné le 25 avril 2001, sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du 19 juillet 2001 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, l'attention des auteurs du projet est attirée sur le fait qu'en ce qui concerne les arrêtés royaux restés d'application aux membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, il n'y a pas lieu de prendre en considération les modifications apportées à ces arrêtés par le Roi à partir du 7 mars 1992 (date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, remplacé par l'arrêté royal du 22 décembre 2000), sauf dans l'hypothèse où de telles modifications ont été intégrées, par référence, dans les dispositions réglementaires

.../...

adoptées entièrement par la Région de Bruxelles-Capitale. En effet, en vertu de l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, de l'article 87, § 3, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et de l'article 64 de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 précité, à cette date, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est devenu seul compétent pour modifier les dispositions statutaires applicables à ses agents ⁽⁶⁾.

Il convient d'en tenir compte aux alinéas 5 à 8, en omettant les références aux textes postérieurs à la date du 7 mars 1992.

La même observation vaut pour l'article 66 du projet (articles 406, 32°, 33°, 34°, 35°, en projet).

3. Les alinéas 9 à 11 et 13 à 16 du projet doivent être omis. En effet, d'une part, les textes cités aux alinéas 9, 10, 11, 13, 14 et 15 ne constituent le fondement légal d'aucune disposition de l'arrêté en projet qui ne modifie par ailleurs aucun de ces textes, d'autre part, l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2000 fixant le règlement du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, visé à l'alinéa 16 du projet, a été abrogé par l'arrêté du 26 octobre 2000 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'arrêté de l'Exécutif du 27 octobre 1992 portant des dispositions pécuniaires particulières pour le Ministère et certains organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, visé à l'alinéa 12 du projet, a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce dernier arrêté a été abrogé par les arrêtés du 6 mai 1999 (pour le Ministère) et du 19 juillet 2001 (pour les organismes d'intérêt public), à l'exception "des annexes" [lire "de l'annexe"].

⁽⁶⁾ Voyez également l'avis 28.129/4, donné le 8 mars 1999, par la section de législation du Conseil d'Etat sur un projet d'arrêté devenu l'arrêté du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'alinéa 12 du projet doit dès lors être remplacé par le texte suivant :

"Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du 22 octobre 1998, 6 mai 1999 et 19 juillet 2001;"

4. A l'alinéa 21, il convient de mentionner le numéro de l'avis du Conseil d'Etat comme suit :

"Vu l'avis 32.861/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;"

Dispositif

Article 9

Les modifications proposées de l'article 28 en projet trouveront leur place sous l'article 7 du projet qui contient d'autres modifications de cet article 28.

La même observation vaut pour l'article 10 du projet, qui comporte des modifications de l'article 29 en projet, à l'instar de l'article 8 du projet.

Article 11

Il convient de s'assurer qu'une fois la modification proposée appliquée à la disposition en projet, la disposition ainsi modifiée garde sa cohérence formelle. Ainsi, la modification proposée de l'article 30, alinéa 3, de l'arrêté du 6 mai 1999, précité, ne tient pas compte de la suppression de la majuscule du premier mot de cet alinéa. Aussi, mieux vaut rédiger l'article 11, 3°, du projet comme suit :

"3° à l'alinéa 3, les mots "Toutefois, lorsque" sont remplacés par le mot "Lorsque".

.../...

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 21, (article 95 en projet) et 50, 1°, (article 325, alinéa 1^{er}, en projet) du projet.

Article 25

La phrase liminaire de cet article du projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 25. Les chapitres I^{er} et II du titre V du livre I^{er} du même arrêté, comprenant les articles 114 à 126, modifiés par l'arrêté du 26 octobre 2000, sont remplacés par les dispositions suivantes :

«Chapitre I^{er}. (la suite comme au projet).»".

Article 27

Mieux vaut, plus simplement, rédiger la phrase liminaire de cet article du projet de la manière suivante, et omettre la mention de l'intitulé de la section 2 en projet :

"Art. 27. Les articles 132 à 135 du même arrêté sont remplacés comme suit :".

Article 37

Au 1° en projet, mieux vaut écrire :

"1° il est inséré un 4° nouveau rédigé comme suit :".

Article 39

Il convient d'indiquer, dans la phrase liminaire de l'article du projet, dans quelle subdivision de l'arrêté modifié s'insérera l'article en projet.

Ainsi, il a lieu de rédiger la phrase liminaire de cet article du projet comme suit :

"Art. 39. Dans le livre I^{er}, titre IX, chapitre II, section 1^{re}, du même arrêté, il est inséré un article 274bis rédigé comme suit :".

La même observation vaut, mutatis mutandis pour l'article 51 du projet (article 325bis en projet).

Article 40

Au 4° en projet, mieux vaut écrire :

"4° à l'alinéa 5, devenant l'alinéa 4, le mot (la suite comme au projet)".

Article 42

La phrase liminaire de l'article du projet doit être rédigée comme suit :

"Art. 42. A l'article 286, § 1^{er}, du même arrêté, les 2° et 3° sont remplacés comme suit :".

Articles 47 et 48

Ces deux articles du projet n'en formeront qu'un seul dont la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 47. Il est inséré, dans le livre I^{er} du même arrêté, un nouveau titre XII rédigé comme suit :

«Titre XII. - De l'intégration des personnes handicapées

Art. 319bis. § 1^{er}. Le Ministère (la suite comme au projet).»".

.../...

La même observation vaut, mutatis mutandis, pour les articles 57 et 58 du projet.

Article 52

Il convient de remplacer le mot "premier" par le chiffre "1^{er}".

Article 59

Au 1° en projet, il convient de remplacer les mots "au recrutement" par les mots "du recrutement".

Article 66

Cette disposition du projet modifie l'article 406 de l'arrêté du Gouvernement du 6 mai 1999, précité, afin de compléter la liste des textes réglementaires à abroger.

Le 30° en projet, est inutile dans la mesure où le 10° de l'article 406, précité, abroge déjà l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours à l'exception toutefois de l'article 13 et de l'annexe à laquelle il renvoie.

Il suffit dès lors de supprimer au 10° les mots "à l'exception de l'article 13 et de l'annexe à laquelle il renvoie".

Article 67

Eu égard à l'observation faite sous le préambule (alinéas 12 et 16), le 9° en projet doit être remplacé comme suit, et le 10° en projet sera omis.

"9° L'annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 mai 1994 fixant les échelles de traitements des grades des niveaux 1, 2+ et 2 du Ministère et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du 18 octobre 1998, du 6 mai 1999 et du 19 juillet 2001;"

Articles 69, 70 et 71

Ces trois articles du projet seront regroupés en un seul article dont la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 69. Les dispositions suivantes sont insérées dans le chapitre II du titre II du livre II du même arrêté, modifié par l'arrêté du 26 2000 :

«Art. 451ter. (la suite comme au projet)

Art. 451quater. (la suite comme au projet), sous réserve d'écrire, dans la version néerlandaise du projet, "gecoördineerd" et non "samengevat".

Art. 451quinquies. (la suite comme au projet).»".

Signature

En vertu des articles 34, § 1^{er}, et 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les secrétaires d'Etat régionaux ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ils ne peuvent donc ni proposer ni signer les arrêtés réglementaires.

Observations finales d'ordre linguistique

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet devrait être plus soigné. C'est sous réserve des observations de fond précédentes et à titre d'exemple que sont faites à ce propos quelques propositions de texte.

Article 2

En ce qui concerne l'article 10, alinéa 2, en projet, il faudrait écrire "of onverschillig welk ander communicatiemiddel".

Article 4

Il faudrait écrire "Franse", avec majuscule. Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 12

Au 2°, il faudrait écrire "De stagiair geniet", c'est-à-dire en omettant le mot "van". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 25

A l'article 115, alinéa 2, en projet, il faudrait écrire "aangewezen" ou "aangesteld" au lieu de "aangeduid". Cette observation vaut, mutatis mutandis, pour tout le projet.

Encore au même article 115, mais à l'article 118, alinéa 1^{er}, en projet, il faudrait écrire "dienstaanwijzing" au lieu de "affectatie".

Article 27

A l'article 135, alinéa 2, il faudrait écrire "op zijn verzoek" et non "op zijn vraag".

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

Sommige bepalingen van het ontwerp wijzigen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om dat statuut en die regeling aan te passen aan de nieuwe algemene principes vastgesteld bij het koninklijk besluit van 22 december 2000.

Zo bijvoorbeeld voegt artikel 1 van het ontwerp in artikel 2 van het genoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 een nieuwe lid in, waarbij de artikelen 4 tot 8 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, van toepassing worden verklaard op de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Die bepalingen hebben betrekking op de rechten en plichten van ambtenaren.

Artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 bepaalt het volgende :

"Onverminderd hetgeen is bepaald in de artikelen 4 tot en met 8, regelt het statuut de rechten, de plichten, de onverenigbaarheden, evenals de voorwaarden inzake cumulatie van activiteiten".

In het Verslag aan de Koning, dat bij het genoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 is gevoegd, wordt erop gewezen dat de artikelen 4 tot 8 op gelijke wijze voor al het overheidspersoneel bepaalde basisrechten en -plichten die eigen zijn aan het statuut van de ambtenaren vastlegt. Het gaat om principes zoals de loyale, integere en zorgvuldige uitoefening van het ambt, het zonder discriminatie behandelen van de gebruikers, ervoor zorgen dat het gedrag strookt met de uitoefening van het ambt en het vertrouwen van het publiek niet in het gedrang brengt. Die principes gelden dus voor alle ambtenaren, maar de toepassing ervan wordt ter beoordeling overgelaten aan de deeltentiteiten. In het Verslag aan de Koning staat het volgende :

.../...

"De betrokken overheden kunnen aldus in de vorm van gedragsregels of richtlijnen op een meer omstandige wijze de gedrags- en handelwijzen nader omschrijven die de ambtenaren in de uitoefening van hun ambt in acht behoren te nemen."

Uit het bovenstaande blijkt dat de gewesten en gemeenschappen verzocht worden om specifieke bepalingen in te voegen in het statuut van hun ambtenaren met betrekking tot hun rechten en plichten, met inachtneming van de artikelen 4 tot 8 van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes.

Een loutere verwijzing naar de betrokken artikelen is dus niet de beste manier om die algemene principes te transponeren voor de overheidsdiensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het statuut van de ambtenaren van het ministerie zou, overeenkomstig artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 22 december 2000, een onderscheiden hoofdstuk moeten bevatten waarin die zaken worden geregeld.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben verklaard, dient de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zich nog op die kwestie te bezinnen, waarbij het de bedoeling is accurater te voldoen aan de vereisten van de algemene principes.

Artikel 4

Deze bepaling wijzigt de Franse tekst van artikel 19, derde lid, van het genoemde besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999, zodat aan de voorzitter of de plaatsvervangende voorzitter van de commissie van beroep "une indemnité" kan worden toegekend in plaats van "une allocation".

Op de vraag wat de strekking is van die wijziging, hebben de gemachtigden van de minister uiteengezet dat het de bedoeling is aan de voorzitter een vergoeding toe te kennen om werkelijke kosten te dekken die hij heeft moeten maken, zoals zijn vervoerskosten.

De Raad van State is evenwel van oordeel dat de betrokken persoon veeleer een toelage zou moeten krijgen voor prestaties die hij binnen de commissie van beroep heeft verricht, die voor die magistraat geen normale prestaties zijn in de zin van artikel 4 van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard toegekend aan het personeel der ministeries.

De ontworpen wijziging is dus niet gewettigd. Het is net de Nederlandse tekst die aangepast dient te worden, daar in die tekst sprake is van "vergoeding", terwijl "toelage" bedoeld wordt ("allocation" in de Franse tekst).

Artikel 5

Deze bepaling van het ontwerp voegt in het genoemde besluit van de regering d.d. 6 mei 1999 een artikel 25bis in, waarbij de benoemingsvoorwaarden voor ambtenaren worden vastgesteld. In de ontworpen paragraaf 2, 1°, staat als één van die voorwaarden "Belg zijn indien de uit te oefenen betrekking al dan niet rechtstreeks deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhoudt en werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat en het Gewest".

Die voorwaarde is ingegeven door de rechtspraak van het Hof van Justitie van Luxemburg, waar dit de strekking van het vrije verkeer van werknemers van de Europese Unie onderzoekt.

In het Verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes, staat het volgende :

"(...) dat de burgers van de Europese Unie reeds nu toegang hebben tot het openbaar ambt vloeit voort uit de primauteit van het EG-recht, inzonderheid het beginsel van het vrije verkeer van werknemers en de jurisprudentie van het Hof van Justitie in dat verband. Enkel indien de uit te oefenen betrekking een rechtstreekse of onrechtstreekse deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhoudt en werkzaamheden omvat strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat, de Gemeenschap of het Gewest kan, in het licht van het EU verdrag, de nationaliteitsvoorwaarde worden gehandhaafd.

Wat de niet-Europese burgers betreft, wordt gewezen op hetgeen is bepaald in huidig artikel 10, tweede lid, van de Grondwet. Luidens voormelde bepaling zijn alleen de Belgen tot de burgerlijke en militaire bedieningen benoembaar, behoudens de uitzonderingen die voor bijzondere gevallen door een wet kunnen worden gesteld".

In een advies 26.661/1/V, gegeven op 7 augustus 1997, over een voorstel van decreet houdende instelling van de Vlaamse ombudsdienst ⁽¹⁾, heeft de afdeling wetgeving aanvaard dat het woord "wet" genoemd in artikel 10, tweede lid, van de Grondwet, ook wordt uitgelegd in de zin van "decreet".

Daaruit volgt dat de deeltentiteiten in bijzondere gevallen mogen afwijken van het grondwettelijk beginsel dat is vastgelegd in het genoemde artikel 10, maar alleen wanneer ze een wetgevende norm uitvaardigen, dat wil zeggen een decreet of ordonnantie.

Die kwestie moet geregeld worden in de ordonnantie, met eerbiediging van de grondwettelijke beginselen. Wat dat betreft wordt verwezen naar advies 33.174/4, dat heden is gegeven over een voorontwerp van ordonnantie "tot verruiming van de nationaliteitsvoorwaarden voor de toegang tot de betrekkingen van het gewestelijk openbaar ambt".

Het ontworpen artikel 25bis, § 2, 1°, moet bijgevolg in het ontworpen besluit vervallen.

Artikel 10

Deze bepaling wijzigt artikel 29, eerste lid, van het genoemde besluit van de Regering d.d. 6 mei 1999. In het tweede lid van die bepaling wordt echter nog altijd verwezen naar de vast wervingssecretaris. Het zou beter zijn de bepaling wat dat betreft aan te passen en voortaan te verwijzen naar de afgevaardigd bestuurder van het Selectiebureau van de Federale Overheid, overeenkomstig artikel 2 van de wet van 14 december 2000 tot wijziging benaming van het Vast Wervingssecretariaat.

⁽¹⁾ Gedr. St. Vl. Parl., zitting 1996-1997, nr. 720/2

Artikel 25

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 114 tot 126 van het genoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999, welke artikelen gaan over de procedure voor de evaluatie van ambtenaren.

Ontworpen artikel 115

a) Deze bepaling luidt als volgt :

"De ambtenaar wordt geëvalueerd door een gemachtigde hiërarchische meerdere met eerbiediging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Op de vraag wat de precieze strekking is van die zin, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat het de bedoeling is dat de ambtenaar geëvalueerd wordt door een hiërarchische meerdere die ofwel tot dezelfde taalrol behoort als de ambtenaar die geëvalueerd wordt, ofwel tot het tweetalige kader van het ministerie, of die in het bezit is van een bewijs dat hij de andere taal kent.

Gelet op wat voorgeschreven is door de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, waaronder onder meer hoofdstuk V, afdeling 1, dat bij artikel 32, § 1, van de gewone wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen van toepassing is verklaard op de diensten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, moet een ambtenaar van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest blijkaar in ieder geval geëvalueerd worden in zijn taal, overeenkomstig de artikelen 39, § 1, en 17, § 1, B, 1°, van de genoemde gecoördineerde wetten.

In sommige arresten ⁽²⁾ aanvaardt de afdeling administratie dat een ambtenaar geëvalueerd kan worden door een ambtenaar van de andere taalrol, op voorwaarde dat laatstgenoemde ambtenaar minstens een voldoende kennis heeft van de taal van de ambtenaar die geëvalueerd wordt, dat wil zeggen, een ambtenaar van het

⁽²⁾ Zie in die zin de arresten nr. 82.989 van 20 oktober 1999, nr. 83.675 van 26 november 1999 en nr. 85.333 van 16 februari 2000

tweetalig kader is die, krachtens artikel 43, § 3, derde lid, van dezelfde wetten, het bewijs heeft geleverd dat hij de tweede taal voldoende kent, ofwel een ambtenaar is die in het bezit is van een bewijs dat hij de andere taal voldoende kent, en dat uitgereikt is op grond van de artikelen 7, 11 en 12 van het koninklijk besluit van 8 maart 2001 tot vaststelling van de voorwaarden voor het uitreiken van de bewijzen omtrent de taalkennis voorgeschreven bij artikel 53 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat (lees : gecoördineerd) op 18 juli 1966.

De ontworpen bepaling moet in het licht van het bovenstaande nauwkeuriger worden geformuleerd.

b) Het ontworpen derde lid bepaalt het volgende :

"Een ambtenaar mag geen evaluatie uitvoeren zonder eerst een vorming te hebben genoten."

Er wordt in deze bepaling echter niets gezegd over de inhoud van zulk een vorming. De bepaling dient wat dat betreft te worden aangevuld.

Ontworpen artikelen 117 en 118

Het ontworpen artikel 117 stelt vast gedurende welke periode de ambtenaar geëvalueerd wordt. Luidens deze bepaling :

"(Is) de evaluatieperiode van de ambtenaar (...) de periode tussen het (of de) functiegesprek(ken) en het evaluatiegesprek".

Daarenboven heeft het functiegesprek, luidens het ontworpen artikel 118, meer bepaald plaats "bij een nieuwe benoeming of affectatie". Als echter de ambtenaar tijdens de evaluatieperiode niet opnieuw benoemd wordt of elders wordt aangesteld, behoort precies te worden aangegeven wanneer het functiegesprek plaatsheeft en duidelijk gemaakt te worden dat het eerste functiegesprek reeds bij de eerste benoeming van de ambtenaar plaatsvindt.

De ontworpen bepalingen behoren wat dat betreft duidelijker te worden gesteld.

Ontworpen artikel 118

Het ontworpen eerste lid is onduidelijk. Zo valt moeilijk uit te maken of het ontworpen tweede lid, en meer in het bijzonder het woord "deze" slaat op de te bereiken doelstellingen dan wel op de elementen op basis waarvan de ambtenaar zal worden geëvalueerd.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het woord "deze" zowel verwijst naar de doelstellingen die de ambtenaar moet bereiken, als naar de elementen op basis waarvan hij wordt geëvalueerd.

De ontworpen bepaling zou ermee winnen als ze op dat punt duidelijker werd gesteld.

Artikel 26

Het is de Raad van State niet duidelijk welk nut dit artikel van het ontwerp heeft, aangezien in het tweede en het derde lid van artikel 130 van het genoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 staat welke overheden bevoegd zijn om kennis te nemen van beroepen ingesteld door mandaathouders op het gebied van evaluatie.

Het artikel moet bijgevolg vervallen.

Artikel 27

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 132 tot 135 van het genoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999, die betrekking hebben op de beroepsprocedure inzake evaluatiegeschillen.

Ontworpen artikel 135

In deze bepaling staat dat de commissie van beroep een "beslissende bevoegdheid" heeft. Betekent dat de commissie van beroep zelf aan de ambtenaar opnieuw mag evalueren indien ze diens beroep gegrond acht ?

Volgens de gemachtigden van de minister houdt die beslissingsbevoegdheid in dat de commissie van beroep inderdaad hem weer mag evalueren, onder voorbehoud van wat bepaald is in het ontworpen artikel 137.

In de ontworpen bepaling zou duidelijk aangegeven moeten worden dat de commissie van beroep, waarbij een beroep is ingesteld ter betwisting van de vermelding "onder voorbehoud", die vermelding, indien ze het beroep gegrond acht, mag vervangen door de vermelding "voldoende".

Zou het overigens niet wenselijk zijn te bepalen dat de ambtenaar niet alleen door de commissie wordt gehoord wanneer hij zulks vraagt, maar ook wanneer de commissie dat nodig acht ?

Artikel 28

Het ontworpen artikel 137 van het genoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 heeft betrekking op het geval dat een ambtenaar beroepsongeschikt wordt verklaard wanneer hij voor de tweede keer de vermelding "onvoldoende" krijgt.

In de ontworpen bepaling staat evenwel niet wie in de eerste plaats bevoegd is om de ambtenaar beroepsongeschikt te verklaren. In de huidige tekst van artikel 137 valt die bevoegdheid te beurt aan de Regering.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat de ontworpen bepaling wat dat betreft duidelijk moet worden gesteld.

Artikel 29

Deze bepaling van het ontwerp vervangt de artikelen 138 tot 148 van het genoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999, aangaande interne mobiliteit.

Ontworpen artikel 142

In de bepaling wordt niet helder uiteengezet welke gegevens vermeld moeten worden in de mutatieaanvragen die door ambtenaren worden ingediend. Om welke informatie het gaat lijkt opgemaakt te kunnen worden uit het formulier dat de dienst belast met "human resources management" krachtens het ontworpen artikel 143, ter beschikking stelt van de gegadigden.

De voornaamste gegevens van dat formulier moeten evenwel in de ontworpen bepaling zelf worden vermeld, om alle risico's van willekeur bij het onderzoek van sollicitaties voor vrijwillige mutatie uit te sluiten.

Ontworpen artikel 143

Het ontworpen zesde lid maakt gewag van "een opzegtermijn van drie maanden" vóór het eigenlijke vertrek van de ambtenaar die een mutatie heeft verkregen.

Het juridische begrip opzegtermijn is hier niet op zijn plaats, aangezien het om een rechtspositioneel verband gaat. Het is beter te schrijven "wachttijd".

Ontworpen artikel 145

Deze bepaling voorziet in vrijwillige mutatie door interne oproep. De dienst belast met "human resources management" doet een oproep aan de kandidaten voor betrekkingen die opgenomen zijn in een gegevensbank, via een dienstnota waarin onder meer vermeld moet worden "binnen welke termijn de ambtenaar zijn belangstelling voor de betrekking kenbaar (kan) maken". Het ontworpen artikel 146 bepaalt dat kandidaturen

.../...

ingediend moeten worden bij de dienst belast met "human resources management", wat betekent dat ambtenaren die bij diezelfde dienst reeds een aanvraag om vrijwillige mutatie hebben ingediend, niet automatisch in aanmerking worden genomen in het kader van die oproep. Het is de Raad van State niet duidelijk wat dan het nut is van de desbetreffende gegevensbank.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat het de bedoeling is eerst de aanvragen om vrijwillige mutatie in aanmerking te nemen en, wanneer er geen kandidaturen zijn die beantwoorden aan de vereisten voor de toe te kennen betrekking, een interne oproep te doen.

In de ontworpen bepalingen komt deze volgorde niet duidelijk tot uiting. Integendeel, de indeling in hoofdstukken laat doorschemeren dat het om duidelijk onderscheiden procedures gaat. Het zou dan ook beter zijn niet te werken met die indeling in hoofdstukken en een verband te leggen tussen het ontworpen artikel 143 en het ontworpen artikel 145.

Ontworpen artikel 148

Luidens deze bepaling kan de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal besluiten een ambtenaar ambtshalve te muteren wanneer hij niet meer over de vereiste bekwaamheden beschikt om zijn betrekking te bekleden.

Aangezien een ambtenaar krachtens het ontworpen artikel 147 eerst gehoord wordt voordat hij ambtshalve wordt gemuteerd, is het de Raad van State niet duidelijk waarom dat ook niet zou geschieden wanneer de mutatie plaatsvindt ingevolge het ontworpen artikel 148.

Er dient voorkomen te worden dat het ontworpen artikel 148 de overheid in staat stelt een verkapte tuchtmaatregel te nemen.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat het ontworpen artikel 148 herzien moet worden om de ambtenaar de gelegenheid te bieden gehoord te worden.

Artikel 44

Aangezien de wijziging die in artikel 300 van het genoemde besluit van de Regering d.d. 6 mei 1999 wordt aangebracht, overeenstemt met die welke wordt aangebracht in artikel 19, derde lid, van hetzelfde besluit, wordt verwezen naar de opmerking gemaakt bij artikel 4 van het ontwerp.

Artikel 48

Deze bepaling voegt in het genoemde besluit van de Regering d.d. 6 mei 1999 een artikel 319bis in, dat betrekking heeft op de indienstneming van gehandicapten bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In een advies 30.876/2, uitgebracht op 6 december 2000, over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsregering "relatif à l'emploi de personnes handicapées dans les services du Gouvernement et dans certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française", heeft de afdeling wetgeving geoordeeld dat, hoewel de Franse Gemeenschap als gevolg van de tenuitvoerlegging van artikel 138 van de Grondwet door overdrachtdecreten, niet meer bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid bedoeld in artikel 5, § 1, II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, haar daarom nog niet de bevoegdheid ontnomen is om op grond van de artikelen 9 en 87, § 2, van de genoemde bijzondere wet van 8 augustus 1980 het personeel van haar ambtenarenapparaat te beheren alsmede het personeel van de instellingen van openbaar nut die tot haar bemoeyenis behoren.

Met dat advies wordt duidelijk bevestigd dat een deelentiteit bevoegd is om de vereisten voor toelating tot zijn ambtenarenapparaat vast te stellen en dus het aantal betrekkingen vast te leggen dat aan gehandicapten moet worden toegewezen.

Die aldus erkende bevoegdheid mag er evenwel niet toe leiden dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepalingen mag uitvaardigen die een buitenmatige weerslag hebben op het beleid dat gevoerd wordt door de overheden die bevoegd zijn voor steun aan gehandicapte personen.

Zo bijvoorbeeld bepaalt de ontworpen paragraaf 8 het volgende :

"De secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal kan in samenwerking met de erkenningsinstellingen bedoeld in § 2, het onthaal, de vorming en de inschakeling in het arbeidsproces van de gehandicapte personen organiseren.

In voorkomend geval stelt één van de erkenningsinstellingen bedoeld in § 2 maatregelen voor ter aanpassing van de werkplaats".

Dit laatste ontworpen lid kan zo worden uitgelegd dat het zich inlaat met de bevoegdheden van de erkenningsinstellingen bedoeld in de ontworpen paragraaf 2, die geregeld worden door de rechtsregels van de verschillende overheden bevoegd op het gebied van gehandicaptenbeleid. Het zou dan ook beter zijn dat lid in de ontworpen regeling te schrappen.

Artikel 52

Deze bepaling voegt in het statuut een hoofdstuk III in, dat gaat over "de gewaarborgde bezoldiging, de haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld en de eindejaarstoelage".

Ontworpen artikel 334bis

a) Deze bepaling wordt ingevoegd in een afdeling 2, waarvan het opschrift luidt : "De gewaarborgde bezoldiging".

Luidens het ontworpen artikel 334bis bestaat de gewaarborgde bezoldiging uit de wedde vermeerderd met de haardtoelage of met de standplaatstoelage.

Luidens de Franse tekst van artikel 29, 1°, van het genoemde koninklijk besluit van 22 december 2000 hebben ambtenaren op zijn minst recht op "une rétribution annuelle" (jaarlijkse bezoldiging) overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 juni 1973 "accordant une rétribution garantie à certains agents des ministères" (houdende toekenning van een gewaarborgde bezoldiging aan sommige personeelsleden van de ministeries).

.../...

In de algemene principes wordt bijgevolg in de Franse tekst gewerkt met het begrip "rétribution garantie". Het zou dan ook verkieslijk zijn dat begrip te handhaven om uiteenlopende uitleggingen in de toekomst te voorkomen, ook al wordt in het ontworpen besluit aan het begrip "rémunération" (bezoldiging) dezelfde betekenis gegeven als aan het begrip "rétribution".

b) De in de ontworpen paragraaf 2 genoemde bedragen zijn lager dan die welke zijn vastgelegd in artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 29 juni 1973, zoals die zijn omgezet in euro's bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000 ⁽³⁾. Luidens artikel 29, 1°, van het koninklijk besluit tot bepaling van de algemene principes, mag die gewaarborgde bezoldiging niet lager zijn dan die vastgesteld in de bepalingen van het genoemde koninklijk besluit van 29 juni 1973.

Gelijk de gemachtigden van de minister hebben beaamd, moeten de bedragen in die zin gecorrigeerd worden.

Ontworpen artikel 334ter

Deze bepaling gaat over de haard- of standplaatstoelage.

a) In het ontworpen 1° is sprake van "ambtenaren die samenleven"; in het ontworpen 2° is er dan weer sprake van een ambtenaar die samenwoont "met een ambtenaar van het andere geslacht". De wettelijke samenwoning is geregeld in de artikelen 1475 en volgende van het Burgerlijk Wetboek en houdt niet in dat de twee personen van een verschillend geslacht moeten zijn.

De woorden "met een ambtenaar van het andere geslacht" moeten vervallen.

b) Het is de Raad van State niet duidelijk waarom in de ontworpen paragraaf 2 de "samenwonenden" niet meer worden vermeld. Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, dienen ze ook daar te worden genoemd.

⁽³⁾ Het eerste bedrag is 12.125,44 euro en het tweede 12.354,55 euro.

De ontworpen paragraaf 2, eerste lid, is niet duidelijk wanneer daarin de uitdrukking "personeelslid van een overheidsdienst" worden gebruikt. Gaat het om een overheidsdienst die onder de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ressorteert of om ongeacht welke overheidsdienst ?

In het geval dat dit begrip in ruime zin dient te worden opgevat, bestaat de kans dat er een onverenigbaarheid ontstaat tussen de betrokken regelgevingen. Dat is onder meer het geval met artikel 2bis van het koninklijk besluit van 26 november 1997 tot vervanging, voor het personeel van sommige overheidsdiensten, van het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries, dat niet bestaanbaar is met de ontworpen paragraaf 2.

De gemachtigden van de minister hebben verklaard dat ze ongeacht welke overheidsdienst bedoelen en het genoemde probleem hun aandacht is ontgaan.

De ontworpen bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

c) De ontworpen paragraaf 5 bepaalt het bedrag van de haard- en standplaatstoelage op basis van de hoegroetheid van de wedde van de ambtenaar. De Franse redactie van de ontworpen onderdelen 1° en 2° kan problemen opleveren voor een ambtenaar die 15.940,43 euro verdient. Heeft hij namelijk recht op een haardoelage van 719,89 euro of op een haardoelage van 359,95 euro ?

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat in de Franse tekst van het ontworpen 2° gespecificeerd dient te worden dat het gaat om een wedde die hoger ligt dan 15.940,43 euro, maar niet hoger is dan 18.147,79 euro ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Zie in die zin de redactie van artikel 3 van het genoemde koninklijk besluit van 26 november 1997.

Ontworpen artikel 334quater

Deze bepaling heeft betrekking op de toekenning van vakantiegeld, die krachtens artikel 29, 2°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur moet geschieden.

a) In de ontworpen paragraaf 1, 2°, wordt een definitie van "bezoldiging" gegeven die overeenstemt met die van "jaarwedde", die vervat is in artikel 2, eerste lid, van het voormelde koninklijk besluit van 30 januari 1979.

Met het oog op de rechtszekerheid en ten einde in de toekomst uiteenlopende interpretaties te voorkomen, is het wenselijk zich in de ontworpen bepaling te houden aan de terminologie van het voormelde koninklijk besluit.

b) De Raad van State ziet niet in waarom artikel 10 van het voormelde koninklijk besluit van 30 januari 1979 niet in de bezoldigingsregeling wordt omgezet.

Ontworpen artikel 334quinquies

Deze bepaling heeft betrekking op de toekenning van een eindejaarstoelage waarvan het bedrag overeenkomstig artikel 29, 3°, van het voormelde koninklijk besluit van 22 december 2000 nooit lager mag zijn dan dat vastgesteld door het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt.

a) De Raad van State ziet niet in waarom artikel 4bis van het voormelde koninklijk besluit van 23 oktober 1979 niet in de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt omgezet.

b) In de ontworpen paragraaf 7, 1°, wordt bepaald hoe het forfaitaire gedeelte van de eindejaarstoelage wordt berekend. De ontworpen tekst bevat evenwel geen enkel bedrag voor het jaar 2001.

De ontworpen bepaling dient te worden aangevuld.

Artikel 58

Bij deze bepaling van het ontwerp wordt in het voornoemde besluit van de Regering van 6 mei 1999 een artikel 353bis ingevoegd teneinde "aan de rekenplichtigen of aan hun plaatsvervanger" een forfaitaire toelage toe te kennen.

De vraag rijst of die forfaitaire toelage ook moet worden toegekend aan de rekenplichtigen waarvan sprake is in artikel 353 van het voormelde besluit van de Regering van 6 mei 1999, namelijk de centraliserend rekenplichtige en de rekenplichtige van de geschillen en van de uitstaande fondsen.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat de rekenplichtigen waarvan sprake is in het voormelde artikel 353, niet in aanmerking komen voor die forfaitaire toelage.

Zulks zou beter duidelijk worden gesteld.

Artikel 60

Bij deze bepaling van het ontwerp worden in boek II, titel II, van het voormelde besluit van 6 mei 1999 nieuwe hoofdstukken ingevoegd, waarvan een gewijd is aan de "mandaatpremie" (het ontworpen hoofdstuk VIII).

Ontworpen artikel 358ter

Krachtens de ontworpen paragraaf 1 ontvangen de houders van een mandaat een premie, waarvan het bedrag verschilt naargelang van de rang van het personeelslid. Volgens de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, kan de Regering die premie voor alle mandaathouders samen verdubbelen wanneer ze van oordeel is dat de doelstellingen van een kalenderjaar zijn bereikt. De directieraad wordt ermee belast om via de bevoegde Minister bij de Regering verslag uit te brengen en aan te geven in welke mate en op welke wijze de aldus vastgestelde doelstellingen zijn bereikt.

Hierop kunnen dus alle betrokkenen aanspraak maken.

De Raad van State vraagt zich af hoe zulk een stelsel aansluit bij de andere statuutbepalingen betreffende mandaten.

Zo wordt het mandaat toegekend op grond van de persoonlijke capaciteiten van de gegadigde; ook de evaluatie van de mandaathouder geschiedt op persoonlijke basis.

Welk gevolg zal een eerste negatieve evaluatie van een mandaathouder hebben voor dit premiestelsel ?

Overigens ziet de Raad van State niet in waarom die "tussentijdse evaluatie" niet door de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken zou kunnen worden opgemaakt in plaats van door de directieraad, aangezien die hoge raad betrokken is bij de procedure van toekenning van de mandaten (artikel 88ter van het voormelde besluit van de Regering van 6 mei 1999) en bij de procedure tot evaluatie van de mandaathouders (de artikelen 127 tot 129 van hetzelfde besluit). Bestaat immers niet het gevaar dat de evaluatie door de directieraad wordt tegengesproken door de individuele evaluaties door de Hoge Raad voor Gewestelijke Ambtenarenzaken ?

Ontworpen artikel 358quater

Dit artikel hoort thuis in hoofdstuk IX en niet in hoofdstuk VIII, zoals bepaald in het ontwerp.

Het is de bedoeling om aan de ambtenaren van rang A4 tot rang A7 die houder zijn van een "diploma van burgerlijk (ingenieur), landbouwkundig (ingenieur) of (ingenieur) voor de scheikunde en de landbouwindustrieën" en aan de ambtenaren die de "graad van ingenieur, eerste ingenieur of ingenieur-directeur" bezitten een toelage toe te kennen waarvan het forfaitaire jaarbedrag 3.500 euro is.

De steller van het ontwerp moet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet een objectieve rechtvaardiging kunnen geven voor de toekenning van die toelage aan een welbepaalde categorie personeelsleden.

Ontworpen artikel 358quinquies

a) Deze bepaling voorziet in "projecttoelagen", die worden toegekend aan de ambtenaren "belast met het ontwikkelen van projecten met een uitzonderlijk karakter". De gemachtigden van de minister hebben uitgelegd dat deze bepaling in enige mate steunt op het koninklijk besluit van 19 oktober 1999 tot toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten, dat niet ter fine van advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd.

De ontworpen bepaling vertoont evenwel bepaalde leemten. Er wordt niet aangegeven in welk opzicht een project als uitzonderlijk kan worden bestempeld. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, wordt alleen aangegeven dat het dossier dat door de secretaris-generaal of de adjunct-secretaris-generaal wordt voorbereid "het uitzonderlijk karakter van het project" moet aangeven.

Teneinde uiteenlopende interpretaties in dit verband te voorkomen, zou de steller van het ontwerp explicieter moeten zijn wat deze voorwaarde betreft.

b) De ontworpen paragraaf 2, derde lid, luidt als volgt :

"De minister duidt de projectleiders en projectleden aan. Hij kan ten alle tijde een einde stellen aan een project of aan de deelname van een projectleider of projectlid. Hij kan ook overgaan tot de vervanging van een van hen."

Die bepaling geeft geen enkele verduidelijking over de wijze waarop de ambtenaren worden gekozen voor het deelnemen aan de ontwikkeling van het project, wat ruimte laat voor willekeur.

In deze bepaling wordt evenmin aangegeven om welke redenen een ambtenaar zou kunnen worden uitgesloten van deelname aan een lopend project.

c) In de ontworpen paragraaf 3 wordt het bedrag bepaald van de projecttoelage voor projectleiders en projectleden.

Voor projectleiders kan de projecttoelage 3.500 of 5.500 euro bedragen, waarbij de minister bevoegd is dat bedrag te bepalen op grond van de belangrijkheid van het project.

Zou het niet dienstig zijn rekening te houden met de duur van het project en met het aantal prestaties dat de projectleider daarvoor moet leveren, in plaats van te steunen op een vaag criterium als "de belangrijkheid van het project" ?

Deze bepaling kan tot geschillen leiden als ze niet duidelijker en objectiever wordt gemaakt.

Ontworpen artikel 358sexies

a) Deze bepaling heeft betrekking op de "uitmuntendheidstoelage", die jaarlijks wordt toegekend aan "ambtenaren die blijken van een grote motivatie in hun werk en hun prestaties op de meest doeltreffende wijze verrichten".

De ontworpen paragraaf 2 luidt als volgt :

"Op gemotiveerd voorstel van de directeuren-diensthooften of, bij ontstentenis, van de directeuren-generaal duidt de directieraad de ambtenaren aan die de uitmuntendheidstoelage kunnen genieten.

Voor het toekennen van deze premie neemt de directieraad de prestaties van het voorbije jaar van de ambtenaren in overweging en motiveert (hij) zijn beslissing."

De Raad van State vraagt zich af welke reikwijdte deze bepaling heeft in het licht van het evaluatiestelsel dat bij het ontworpen besluit wordt gewijzigd.

Krachtens het ontworpen artikel 118 wordt het personeelslid voortaan geëvalueerd op basis van de functiebeschrijving en van de te bereiken doelstellingen, welke voortvloeien uit het functiegesprek en op grond van de evaluatiecriteria kwaliteit van het werk, werkritme, toe te passen werkmethoden en te verwerven werkhoudingen.

.../...

Gelet op die gegevens en doelstellingen vraagt de Raad van State zich dan ook af of een ambtenaar die bij zijn evaluatie de vermelding "voldoende" heeft gekregen, niet per definitie blijk geeft van een grote motivatie in zijn werk en of deze zijn prestaties niet per definitie zeer doeltreffend verricht.

Naar aanleiding van vragen in dit verband hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat de evaluatie weliswaar beslist zal meetellen voor de toekenning van deze uitmuntendheidstoelage, maar dat de evaluatie niet het enige gegeven is dat in aanmerking zal worden genomen. De toekenning van deze toelage mag volgens hen niet worden beschouwd als een extra evaluatie. De directieraad zal de verdiensten van de ambtenaren geval voor geval moeten beoordelen en zal tot eenvormige beslissingen moeten komen.

Die uitleg is niet overtuigend. De Raad van State ziet niet in hoe de toekenning van deze toelage los kan worden gezien van een proces van eigenlijke evaluatie, aangezien de toelage wordt toegekend aan de ambtenaren die het meest gemotiveerd zijn en het efficiëntst werken.

In feite gaat het om een "verkapte evaluatie", die op geen enkel objectief criterium steunt en waarbij veel ruimte wordt gelaten voor de persoonlijke beoordelingsbevoegdheid van de directeuren-diensthooften of de directeuren-generaal. Die beoordelingsbevoegdheid zou op zijn minst gepaard moeten gaan met een evaluatierooster, aan de hand waarvan de prestaties van de ambtenaren kunnen worden gemeten.

b) De ontworpen paragraaf 3, derde lid, luidt als volgt : "De directieraad bepaalt het percentage van de aan de ambtenaren toe te kennen toelage in functie van hun verdiensten.". Ook deze bepaling is zeer onduidelijk en kan aanleiding geven tot willekeurige beslissingen.

De aldus ingevoerde regeling maakt de directieraad bevoegd om onder de ambtenaren van het ministerie die te kiezen die "het best presteren" en onder de laatstgenoemden een grotere beloning te geven aan "de allerbesten".

Voor zulk een regeling zouden uiterst objectieve criteria moeten gelden opdat aan de vereisten van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet wordt voldaan.

Deze ontworpen bepaling moet grondig worden herwerkt.

Artikel 61

Het ontworpen artikel 371 heeft betrekking op de kilometervergoeding. Het ontworpen tweede lid bepaalt dat het bedrag kan worden herzien door de minister.

Naar aanleiding van vragen omtrent de redenen van die herziening van het bedrag, hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat het de bedoeling is het bedrag van de kilometervergoeding te herzien op basis van een wijziging van de parameters die worden gehanteerd bij de berekening ervan.

De Raad van State stelt evenwel vast dat die parameters in de ontworpen bepaling niet worden vermeld.

De gemachtigden van de ministers hebben erkend dat die parameters in het ontworpen besluit moeten worden opgenomen of dat verwezen moet worden naar het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten alsook naar de koninklijke besluiten tot wijziging van dat besluit, als het de bedoeling is de huidige en toekomstige federale bepalingen toepasselijk te maken op de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 64

a) In het ontworpen artikel 394, § 1, moet worden verduidelijkt dat het gaat om de uitkering voor begrafeniskosten, waarvan sprake is in artikel 61 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

b) De ontworpen paragraaf 2 bepaalt dat die vergoeding wegens begrafenis kosten wordt toegekend aan de niet uit de echt gescheiden noch van tafel en bed gescheiden echtgenoot of, bij ontstentenis, aan de erfgenamen in rechte lijn van het overleden personeelslid.

Krachtens andere bepalingen van de bezoldigingsregeling, zoals het ontworpen artikel 334ter, komt ook de samenwonende partner van de ambtenaar in aanmerking.

Naar aanleiding van vragen daaromtrent hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat zulks over het hoofd was gezien en dat de ontworpen bepaling op dat punt zal worden aangevuld.

Artikel 72

Voorzover deze bepaling betrekking heeft op het stelsel van project- en uitmuntendheidstoelagen, wordt verwezen naar de opmerkingen die bij de ontworpen artikelen 358quinquies en 358sexies zijn gemaakt.

Artikel 73

Volgens deze ontworpen bepaling zou het ontworpen besluit uitwerking moeten hebben met ingang van 1 januari 2002. In de regel moet worden vermeden verordeningsteksten terugwerkende kracht te geven, tenzij die terugwerkende kracht de rechtszekerheid en de rechten van de ambtenaren kan garanderen.

Voorzover die terugwerkende kracht gevolgen zou kunnen hebben voor lopende procedures, zoals bijvoorbeeld een beroep inzake evaluatie, moet de steller van het ontwerp zich afvragen of die terugwerkende kracht zin heeft voor elk van de bepalingen van het ontwerp.

SLOTOPMERKINGEN BETREFFENDE DE WETGEVINGSTECHNIEK

Algemene opmerkingen

1. In de inleidende zin of het eerste deel van een wijzigingsbepaling moet de te wijzigen bepaling worden opgegeven met vermelding van alle nog geldende wijzigingen die deze bepaling heeft ondergaan.

1° Zo bijvoorbeeld ⁽⁵⁾ is er geen reden om in artikel 1 van het ontwerp melding te maken van de wijzigingen die in het besluit van 6 mei 1999 zijn aangebracht, aangezien artikel 2 van dat besluit, waarop die bepaling van het ontwerp betrekking heeft, nooit gewijzigd is.

2° Artikel 4 van het ontwerp behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. In artikel 19, derde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van 26 oktober 2000, wordt (zie de opmerking die vooraan in dit advies wordt gemaakt over artikel 4).".

3° De inleidende zin van artikel 12 van het ontwerp dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 12. In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 oktober 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

4° Artikel 17 van het ontwerp behoort als volgt te worden gesteld :

⁽⁵⁾ De stellers van de ontworpen regeling kunnen andere voorbeelden vinden in : Raad van State, Circulaire betreffende de wetgevingstechniek - aanbevelingen en formules, november 2001, <http://www.raadvst-consetat.be>, blz. 64 e.v. (formules F62 tot F85).

"Art. 17. In artikel 64 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 oktober 2000, worden de woorden ... (voorts als in het ontwerp)".

De stellers van het ontworpen besluit dienen ervoor te zorgen dat ze de wijzigingen aanbrengen die daardoor noodzakelijk worden.

2. De munteenheid "euro" moet voluit worden geschreven, in plaats van als "EUR".

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het tweede lid dienen de woorden "en 19 juli 2001" te vervallen.

2. Net zoals in advies 30.491/4, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 25 april 2001 heeft gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van 19 juli 2001 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wordt de aandacht van de stellers van het ontwerp erop gevestigd dat wat betreft de koninklijke besluiten die van toepassing gebleven zijn op de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, er geen rekening dient te worden gehouden met de wijzigingen die de Koning in die besluiten heeft aangebracht vanaf 7 maart 1992 (de datum van de inwerkingtreding van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, vervangen bij het koninklijk besluit van 22 december 2000), behalve indien zulke wijzigingen door verwijzing opgenomen zijn in de verordeningsbepalingen die het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in hun geheel heeft aangenomen. Krachtens artikel 40, § 1, van de wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 87, § 3, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 en artikel 64 van het voormelde koninklijk besluit van 26 september 1994 is de Brusselse Hoofdstedelijke Regering

.../...

immers op die datum alleen bevoegd geworden om de rechtspositionele bepalingen te wijzigen die op de ambtenaren van het Gewest van toepassing zijn ⁽⁶⁾.

Hiermee dient rekening te worden gehouden in het vijfde tot achtste lid, door de verwijzingen naar regelgeving van na 7 maart 1992 te laten vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 66 van het ontwerp (ontworpen artikelen 406, 32°, 33°, 34° en 35°).

3. Het negende tot elfde en het dertiende tot zestiende lid van het ontwerp dienen te vervallen. Enerzijds vormen de regelingen waarnaar verwezen wordt in het negende, tiende, elfde, dertiende, veertiende en vijftiende lid immers niet de rechtsgrond van enige bepaling van het ontworpen besluit, dat overigens geen enkele van die regelingen wijzigt, anderzijds is het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2000 houdende het personeelsreglement van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarnaar in het zestiende lid van het ontwerp verwezen wordt, opgeheven bij het besluit van 26 oktober 2000 tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het besluit van de Executieve van 27 oktober 1992 houdende bijzondere bezoldigingsbepalingen voor het Ministerie en sommige instellingen van openbaar nut van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, waarnaar verwezen wordt in het twaalfde lid van het ontwerp, is vervangen bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dat laatste besluit is opgeheven bij de besluiten van 6 mei 1999 (voor het Ministerie) en van 19 juli 2001 (voor de instellingen van openbaar nut), met uitzondering "van de bijlagen" (lees "van de bijlage").

⁽⁶⁾ Zie eveneens advies 28.129/4, dat op 8 maart 1999 door de afdeling wetgeving van de Raad van State is gegeven over een ontwerp van besluit dat geleid heeft tot het besluit van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het twaalfde lid van het ontwerp dient bijgevolg te worden vervangen als volgt :

"Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 22 oktober 1998, 6 mei 1999 en 19 juli 2001;"

4. In het eenentwintigste lid dient het nummer van het advies van de Raad van State als volgt te worden vermeld :

"Gelet op advies 32.861/4 van de Raad van State, gegeven op 25 maart 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;"

Dispositief

Artikel 9

De voorgestelde wijzigingen van het ontworpen artikel 28 horen thuis in artikel 7 van het ontwerp, dat andere wijzigingen van dat artikel 28 omvat.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10 van het ontwerp, dat wijzigingen van het ontworpen artikel 29 bevat, naar het voorbeeld van artikel 8 van het ontwerp.

Artikel 11

Men dient er zich van te vergewissen dat, zodra de voorgestelde wijziging toegepast wordt op de ontworpen bepaling, de formele samenhang van de aldus gewijzigde bepaling behouden blijft. Aldus wordt in de voorgestelde wijziging van artikel 30, derde lid, van het voormelde besluit van 6 mei 1999 geen rekening gehouden

.../...

met het verdwijnen van de hoofdletter van het eerste woord van dat lid. Het is derhalve beter artikel 11, 3°, van het ontwerp als volgt te redigeren :

"3° in het derde lid worden in de Franse tekst de woorden "Toutefois, lorsque" vervangen door het woord "Lorsque".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 21 (ontworpen artikel 95) en 50, 1°, (ontworpen artikel 325, eerste lid,) van het ontwerp.

Artikel 25

De inleidende zin van dit artikel van het ontwerp dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 25. In boek I, titel V, van hetzelfde besluit worden de hoofdstukken I en II, die de artikelen 114 tot 126 omvatten, welke gewijzigd zijn bij het besluit van 26 oktober 2000, vervangen als volgt :

«Hoofdstuk I. (voorts zoals in het ontwerp).»".

Artikel 27

Het is beter de inleidende zin van het artikel van het ontwerp gewoon als volgt te stellen en het opschrift van de ontworpen afdeling 2 niet te vermelden :

"Art. 27. De artikelen 132 tot 135 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt :".

Artikel 37

In onderdeel 1° is het beter te schrijven :

"1° er wordt een nieuw onderdeel 4° ingevoegd, luidende :".

Artikel 39

In de inleidende zin van dit artikel van het ontwerp dient te worden aangegeven in welke onderverdeling van het gewijzigde besluit het ontworpen artikel moet worden ingevoegd.

De inleidende zin van het artikel van het ontwerp dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 39. In boek I, titel IX, hoofdstuk II, afdeling 1, van hetzelfde besluit wordt een artikel 274bis ingevoegd, luidende :".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 51 van het ontwerp (ontworpen artikel 325bis).

Artikel 40

In het ontworpen onderdeel 4° is het beter te schrijven :

"4° in het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, wordt het woord (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 42

De inleidende zin van dit artikel van het ontwerp dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 42. In artikel 286, § 1, van hetzelfde besluit worden de onderdelen 2° en 3° vervangen als volgt :".

Artikelen 47 en 48

Deze beide artikelen van het ontwerp dienen te worden samengevoegd tot één artikel, waarvan de inleidende zin als volgt moet wordn gesteld :

.../...

"Art. 47. In boek I van hetzelfde besluit wordt een nieuwe titel XII ingevoegd, luidende :

«Titel XII. - De inschakeling van personen met een handicap

Art. 319 bis. § 1. De Minister (voorts zoals in het ontwerp).»".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor de artikelen 57 en 58 van het ontwerp.

Artikel 52

In de Franse tekst behoort het woord "premier" te worden vervangen door het cijfer "Ier".

Artikel 59

In de Franse tekst van het ontworpen onderdeel 1° dienen de woorden "au recrutement" te worden vervangen door de woorden "du recrutement".

Artikel 66

Deze bepaling van het ontwerp wijzigd artikel 406 van het voormelde besluit van de Regering van 6 mei 1999 om de lijst van op te heffen regelgeving aan te vullen.

Het ontworpen onderdeel 30° is overbodig, in zoverre onderdeel 10° van het voormelde artikel 406 reeds het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten opheft, met uitzondering evenwel van artikel 13 en van de bijlage waarnaar het verwijst.

Het volstaat derhalve om in onderdeel 10° de woorden "met uitzondering van artikel 13 en de bijlage waarnaar het verwijst" te schrappen.

Artikel 67

Gelet op de opmerking over de aanhef (twaalfde tot zestiende lid), moet het ontworpen onderdeel 9° worden vervangen als volgt, en dient het ontworpen onderdeel 10° te vervallen.

"9° De bijlage bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 mei 1994 tot vaststelling van de weddeschalen van de graden van niveau 1, 2+ en 2 van het Ministerie en de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 18 oktober 1998, 6 mei 1999 en 19 juli 2001;".

Artikelen 69, 70 en 71

Deze drie artikelen van het ontwerp dienen te worden samengevoegd tot één artikel, welks inleidende volzin als volgt dient te worden gesteld :

"Art. 69. De volgende bepalingen worden ingevoegd in boek II, titel II, hoofdstuk II, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 26 oktober 2000 :

«Art. 451ter. (voorts zoals in het ontwerp)

Art. 451quater. (voorts zoals in het ontwerp) met dien verstande dat "gecoördineerd" moet worden geschreven in plaats van "samengevat".

Art. 451quinquies. (voorts zoals in het ontwerp).»".

Ondertekeningsformulier

Krachtens de artikelen 34, § 1, en 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen maken de gewestelijke Staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en kunnen ze dus geen reglementaire besluiten voordragen en ondertekenen.

Slotopmerkingen van taalkundige aard

.../...

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogpunt van correct taalgebruik zorgvuldiger gesteld moeten worden. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld in dat verband enige tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 2

Wat het ontworpen tweede lid van artikel 10 betreft, schrijve men "of onverschillig welk ander communicatiemiddel".

Artikel 4

Men schrijve "Franse", met een hoofdletter. Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 12

In onderdeel 2° schrijve men "De stagiair geniet", namelijk zonder het woord "van". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 25

In het ontworpen artikel 115, tweede lid, schrijve men "aangewezen" of "aangesteld" in plaats van "aangeduid". Deze opmerking is van overeenkomstige toepassing op geheel het ontwerp.

Wederom in hetzelfde artikel 115, doch in het ontworpen artikel 118, eerste lid, schrijve men "dienstaanwijzing" in plaats van "affectatie".

Artikel 27

In het ontworpen artikel 135, tweede lid, schrijve men "op zijn verzoek en niet "op zijn vraag".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. L. JANS, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS